

Objet : Réforme du lycée: Nicolas Sarkozy présentera les résultats de la consultation conduite par Richard Descoings

Dépêche n°**108085**

Paris, Jeudi 22 janvier 2009 , 15:03:40

[Marie-Caroline Missir](#)

Ligne directe : 01 53 10 39 47

Domaine : **Enseignement scolaire - Jeunesse**

Rubriquage : Actualité - Gouvernement

Réforme du lycée: Nicolas Sarkozy présentera les résultats de la consultation conduite par Richard Descoings

"Nicolas Sarkozy lui-même fera une présentation de la consultation [conduite par Richard Descoings dans le cadre de sa mission sur la réforme du lycée (L'AEF n°[107935](#))] lorsque nous serons prêts", déclare Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion d'une conférence de presse, jeudi 22 janvier 2009. "Le ministre reste Xavier Darcos. Les syndicats savent bien à qui s'adresser", tient à préciser Xavier Darcos devant les caméras de télévision.

Cette décision a été prise lors d'une réunion qui s'est tenue hier à l'Élysée, d'après les informations recueillies par l'AEF. Selon l'entourage du chef de l'État, Nicolas Sarkozy tiendrait beaucoup à la réforme du lycée: "Il la fera. Au-delà de l'éducation, sa capacité à réformer est testée là dessus."

Pour sa part, Xavier Darcos inscrit la réforme du lycée dans les "chantiers" ouverts en 2009. Des expérimentations seront lancées dans les lycées "innovants et volontaires". Dans son intervention, le ministre justifie la décision, annoncée mi-décembre 2008, de reporter d'un an la réforme du lycée: "je voulais sauver la réforme", explique-t-il, laquelle était menacée par le "climat des mouvements sociaux". Le ministre concède que cette réforme ne faisait pas partie de sa lettre de mission, mais il ajoute: "j'ai décidé de la mettre dans ma lettre de mission, parce que je crois la réforme nécessaire".

"JUSTICE ET PROGRÈS SOCIAL"

Dans un discours de plus d'une heure, le ministre regrette qu'à cause du "jeu médiatique" et "journalistique", "les enjeux disparaissent sous l'écume des jours". Il souligne l'importance qu'il accorde au "progrès social": "Toute [ma] politique est conduite par une volonté de justice sociale", explique-t-il. "Ma préoccupation n'est pas de répondre à tel ou tel lobby, tel ou tel syndicat", poursuit le ministre, convaincu que "la maison Éducation nationale" est "réformable" et "doit être réformée". Le ministre dénonce encore les "conservatismes", qui ne sont pas toujours "là où on le croit". Évoquant les enseignants, il "sait qu'ils sont malheureux (...), que le métier est très difficile". "Il n'y a chez moi aucune forme de mépris", insiste-t-il.

Revenant sur la réforme du primaire, Xavier Darcos admet que les changements engendrés sont importants. "C'est beaucoup, je le reconnais", déclare-t-il avant d'ajouter: "Quand je demande à l'école primaire de se réformer, ce n'est pas pour embêter les gens (...) Qui a intérêt à ce qu'on n'évalue pas les élèves [de primaire], à rester dans l'opacité. Qu'est-ce que nous avons à cacher?", demande-t-il. "Je suis un gentil garçon, mais je suis aussi un responsable ministériel", prévient-il. Le ministre en profite pour lancer un "appel solennel aux organisations syndicales afin qu'elles se désolidarisent de ces professeurs peu nombreux qui refusent de faire le soutien ou d'évaluer les élèves", s'interrogeant sur le vocable de "résistance" pédagogique.

"J'en vois qui écrivent que ça y est ma mission est terminée, je peux plier bagage: ils vont être déçus", lance encore Xavier Darcos, avant de conclure: "il faut continuer (...) Ma lettre de mission s'inscrit dans une perspective beaucoup plus large, beaucoup plus ambitieuse. C'est un programme pour quelques mois."

MISE AU POINT SUR LA MATERNELLE

Outre le recrutement de 5 000 médiateurs de la réussite scolaire, la mise en place d'une plateforme téléphonique dédiée à l'orientation et d'une "académie en ligne" (L'AEF n°[108083](#)) ainsi que l'amélioration des carrières enseignantes, le ministre a annoncé la création dans chaque département d'un "pôle pédagogique spécifique" destiné à apporter un "recours" aux enseignants de maternelle. "J'espère que cette fois on voudra bien admettre que le projet du ministre c'est de donner un nouvel élan à la maternelle." Le ministre avait qualifié de "bobard" (L'AEF n°[107826](#)), la rumeur selon laquelle il voulait supprimer la maternelle (L'AEF n°[106719](#) et n°[106621](#)).

L'année 2009 verra également la diffusion d'un "code de la paix scolaire" (L'AEF n°[101250](#)) à l'intention des élèves des collèges et des lycées, l'évolution des règlements intérieurs des établissements, la généralisation des partenariats police-justice-éducation et le déploiement, pour les nouveaux enseignants, "s'ils le souhaitent", d'un module de formation à l'autorité expérimenté dans l'académie de Créteil. Parmi les propositions dont le ministre souhaite discuter avec les chefs d'établissement, figure notamment "la mise en place de mesures d'utilité collective de réparation (travaux d'intérêt généraux), soit comme sanction, soit comme alternative à une sanction" et "l'adaptation des mesures disciplinaires à la gravité des actes commis".

Cette dépêche fait partie du dossier d'actualité suivant :

- [Réforme du lycée](#)

Vous y retrouverez l'ensemble des dépêches sur le sujet.

Lire aussi dans les dépêches :

- [Terrain, Internet, audiences: les trois volets de la méthode prônée par Richard Descoings pour réformer le lycée](#)

L'AEF du 20 janvier 2009, n° 107935

Dépêche n°108085 © Copyright L'AEF - 1998/2009 Conformément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de l'AEF.

Accéder au site de l'AEF : <http://www.aef.info>

[Mes paramètres](#)

[Ne plus recevoir de mail](#)

[Interruption provisoire](#)

[Désabonnement](#)